



Note d'éducation permanente

de l'ASBL Fondation Travail-Université

www.ftu.be

N°2025- 11, Novembre 2025

Les vivants contre l'exploitation (2)

Reproduction, transition et planification

Une analyse de Jean MATTHYS

Ce diptyque d'analyses propose quelques réflexions à partir des récents ouvrages de Paul Guillibert¹, dans le but de politiser la transition écologique. Mettant au centre de la question écologique la catégorie du travail, l'auteur affirme que l'écocide résulte avant tout de différentes formes d'exploitation du travail humain (salarie, servile, domestique), mais aussi d'une mise au travail généralisée des vivants.

Dans cette seconde analyse, nous étudions quelques enjeux politiques et stratégiques du cadre de pensée proposé par Guillibert. Nous verrons en particulier comment un « communisme du vivant » permet de repenser la centralité du travail reproductif (ou de « soin » au sens large) et appelle selon lui une forme de décroissance économique couplée à une planification démocratique de la production au service de la satisfaction des besoins de toutes et tous.

¹ GUILLIBERT Paul, *Terre et capital. Pour un communisme du vivant*, Paris, Ed. Amsterdam, 2021 (dorénavant cité TC) ; GUILLIBERT P., *Exploiter les vivants. Une écologie politique du travail*, Paris, Ed. Amsterdam, 2023 (dorénavant cité ELV).

LE CAPITALISME COMME APPROPRIATION DES NATURES

Nous avons vu dans la précédente analyse comment, pour Paul Guillibert, la destruction capitaliste de la nature n'est pas séparable de la destruction capitaliste du travail, et inversement. Dans les deux cas, le capital est force de destruction du vivant, puisque les travailleur·ses sont elles·eux-mêmes une partie de la nature. Le capital dans son concept pur n'est que valorisation de la valeur, gigantesque procès de « production pour la production » qui s'approprie les ressources, dévore et détruit le vivant et le travail vivant pour en extraire de la valeur marchande et en tirer du profit.

On ne peut donc comprendre la crise environnementale sans la relier au mode de production capitaliste et sa manière d'exploiter le travail dans ses différentes formes (salarié, domestique, servile, ainsi que celui des vivants non-humains). « La catastrophe écologique est l'effet d'un système productif orienté vers le profit et qui repose sur l'exploitation du travail et l'appropriation gratuite des forces naturelles »².

À chaque moment du cycle économique, le capital ravage la Terre : l'extraction de ressources biophysiques épuise les richesses naturelles, la production émet des pollutions industrielles et agricoles, la circulation des biens repose sur un secteur logistique fondé sur les énergies fossiles, la consommation produit un monde de déchets qui s'accumulent sans fin³.

Mais cette destruction de la nature suppose l'exploitation du travail par le capital : « on n'extraît pas de charbon et d'or sans mineurs, on ne produit pas de fraises sans travailleuses migrantes saisonnières »⁴. C'est pourquoi Guillibert parle de « domination conjointe du travail et de la nature » : « à tous les moments du cycle économique, le travail est exploité et la nature appauvrie, polluée ou détruite »⁵. Ainsi, les causes de la catastrophe environnementale sont inscrites dans la structure de classe du capitalisme : un mode de production qui se caractérise par l'exploitation systématique de la classe des travailleur·ses et le pillage des ressources au profit de la classe possédant les moyens de production. De la même manière et dans le même mouvement par lequel la production capitaliste illimitée épuise les ressources et les sols, elle épuise les forces vives des vivants humains et autres qu'humains qu'elle mobilise et exploite.

L'originalité de la proposition de Guillibert est de penser que cette pulsion illimitée d'accumulation et d'extraction qui caractérise le capital repose sur ce qu'il appelle une « appropriation des natures ». Plus exactement : « un système d'appropriation généralisée des conditions naturelles de la subsistance »⁶. Il s'agit avec cette idée de penser ensemble des catégories que l'on a souvent tendance à maintenir séparée. Si le capital est une forme généralisée d'appropriation des natures, les « natures » regroupent alors le travail humain et non-humain, mais aussi les ressources, et plus généralement encore l'ensemble des conditions naturelles de la subsistance, c'est-à-

² *ELV*, p. 83.

³ *TC*, pp. 237-238.

⁴ *Ibid.*, p. 238.

⁵ *ELV*, p. 139.

⁶ *TC*, p. 238.



dire les conditions de reproduction des vivants⁷. Qu'est-ce à dire ?

UNE PENSÉE MATÉRIALISTE ET ÉCOLOGIQUE DU VIVANT

Dans un cadre de pensée matérialiste, les vivants, humains comme non-humains, sont caractérisés par un rapport à la fois actif et passif, de dépendance et de « travail », à leurs conditions de reproduction. Être vivant, c'est devoir s'activer dans un environnement pour survivre, c'est-à-dire pour assurer la reproduction de ses conditions d'existence. Dans un mélange de nécessité et de liberté, être vivant c'est être à la fois contraint et actif dans le « travail vivant » que requiert la condition de vivant qui entretient un rapport « métabolique » avec son environnement⁸.

Les vivants humains ne font nullement exception à cette condition : simplement, chez eux, la reproduction de la vie se produit de façon hautement *socialisée et médiatisée*. Cela signifie qu'il existe un ensemble de médiations, visibles et invisibles, entre l'individu et la reproduction concrète de sa vie (se nourrir, se loger, se vêtir, subvenir aux besoins de sa progéniture, etc.). C'est que la reproduction des conditions d'existence des vivants humains se déroule de façon toujours *socialisée* : caractérisée par des *rapports sociaux de production* (rapports définissant : qui possède, qui produit, qui décide, qui consomme) variables à travers l'histoire et les sociétés ; une forme ou un autre de *division sociale et technique du travail* ; et un *réseau technique et technologique d'outils et de savoir-faire*. Pour reprendre quelques lignes de Marx et Engels dans *L'idéologie allemande* de 1845 :

La condition première de toute histoire humaine est naturellement l'existence d'êtres humains vivants. Le premier acte historique de ces individus, par lequel ils se distinguent des animaux, n'est pas qu'ils pensent, mais qu'ils se mettent à *produire leurs moyens d'existence*. [...] La façon dont les hommes produisent leurs moyens d'existence, dépend d'abord de la nature des moyens d'existence déjà donnés et qu'il leur faut reproduire. Il ne faut pas considérer ce mode de production de ce seul point de vue, à savoir qu'il est la reproduction de l'existence physique des individus. Il représente au contraire déjà un mode déterminé de l'activité de ces individus, une façon déterminée de manifester leur vie, un mode de vie déterminé. La façon dont les individus manifestent leur vie reflète très exactement ce qu'ils sont. Ce qu'ils sont coïncide donc avec leur production, aussi bien avec ce qu'ils produisent qu'avec la façon dont ils le produisent. Ce que sont les individus dépend donc des conditions matérielles de leur production⁹.

Dans le vocabulaire marxien, la manière historique spécifique dont des vivants humains (re)produisent socialement leurs moyens d'existence s'appelle mode de

⁷ Ibid.

⁸ Au sens biologique, le métabolisme désigne l'ensemble des échanges et prélèvements sur l'environnement, ainsi que les réactions et transformations qui ont lieu dans un organisme afin d'assurer le maintien de ses fonctions vitales. Par extension le terme peut être employé pour désigner les rapports d'un groupe, espèce ou société, comparée à un organisme, avec son environnement, en analysant les flux d'énergie et de matières entrant et sortant, et leurs conséquences sur la préservation, la transformation ou la destruction de l'ensemble métabolique.

⁹ MARX Karl et ENGELS Friedrich, *L'idéologie allemande*, section A « L'idéologie en général et en particulier l'idéologie allemande », consultée sur [marxists.org : https://www.marxists.org/francais/marx/works/1845/00/kmfe18450000c.htm](https://www.marxists.org/francais/marx/works/1845/00/kmfe18450000c.htm)

production. Si, pour Marx et Engels, le mode de production est aussi important pour comprendre les phénomènes sociaux d'une société déterminée, c'est précisément en vertu de la thèse matérialiste de la nécessité du « travail vivant » comme activité de reproduction de la vie.

LE CAPITALISME COMME DÉPOSSESSION DES CONDITIONS DE SUBSISTANCE

Ce rapport inséparable d'agentivité et de lien de dépendance à l'environnement, doublé d'un caractère fortement socialisé, est au cœur de ce que l'approche matérialiste de Guillaibert apporte à la question écologique. Le capitalisme peut alors être caractérisé comme un mode de production qui vient précisément à la fois *entraver et exploiter ce rapport des vivants à leur environnement*.

Humains et autres qu'humains affrontent donc un problème commun : le capitalisme est une écologie-monde qui dépossède les vivants de l'accès à leurs conditions de reproduction. Loin d'être devenu caduc face à la nouveauté de la crise écologique, le mot d'ordre historique du communisme, l'abolition de la propriété privée, n'en est que plus actuel. Le communisme du vivant n'est pas seulement une mutation cosmologique, il vise la réappropriation des conditions de subsistance contre l'accaparement capitaliste. Il impose donc des choix stratégiques. Dans la mesure où la destruction des natures suppose une exploitation du travail humain (payé ou non payé), on ne peut imaginer préserver la biosphère sans poursuivre le programme de l'émancipation sociale¹⁰.

Le lien à tisser entre capitalisme et crise écologique se resserre alors. Il ne s'agit pas simplement de dire qu'il faut désormais affronter les enjeux sociaux et économiques du capitalisme en tenant compte des contraintes écologiques ; ou, à l'inverse, qu'il ne faut pas oublier les questions sociales quand on parle d'écologie : mais bien de comprendre que le capitalisme n'a jamais été autre chose qu'une machine à destruction écologique, et que la destruction écologique n'a jamais été autre chose qu'un effet du mode de production capitaliste. Ce qui relie immédiatement des questions apparemment disjointes telles que les enjeux de l'exploitation d'ouvrier·ères dans un centre de distribution Amazon, la surexploitation de travailleuses domestiques du Sud global, l'effondrement de la biodiversité et la destruction de nos milieux de vie (respirabilité de l'air, dégradation des sols, épuisement des ressources, qualité de l'alimentation, etc.), c'est la *dépossession, orchestrée par les forces capitalistes, de toute capacité collective de maîtrise sur les conditions de notre subsistance*. Il y aurait là pour l'auteur quelque chose comme une « expérience commune » qui rassemble les humains et non-humains.

C'est [...] l'expérience commune des vivants humains et autres qu'humains dans le capitalisme que d'être privés des conditions de leur subsistance en tant qu'individus, espèce et communauté. Vivre dans les environnements dégradés du capitalisme tardif provoque une expérience de la souffrance liée à la dégradation des conditions écologiques de la vie générique¹¹.

¹⁰ TC, p. 238-239.

¹¹ ELV, p. 108.



Le capital ne se contente pas de nous exploiter, de s'approprier le produit de notre travail sans contrepartie. Certes, il nous sous-paie, condamne des millions d'humains à la pauvreté, et nous prive de la jouissance des fruits de notre travail. Mais plus fondamentalement il nous dépossède de la capacité à peser significativement sur les décisions liées à notre travail : les conditions de travail, mais aussi et plus largement sur les choix liés à la production et ses enjeux globaux (que produire, comment, combien, pour quels besoins, avec quelles conséquences écologiques, etc.). En privatisant la scène du travail, en faisant du marché et de la production des questions essentiellement privées (supposés réunir deux parties individuelles autour de contrats librement consenti), le capitalisme dépolitise le travail et la production. En faisant de la production une affaire privée qui se règle sur le marché où règne la loi du profit, *le capital aliène la collectivité de son pouvoir de maîtriser les activités par lesquelles elle produit et reproduit ses conditions d'existence*. C'est cela, et rien moins, qui est en jeu dans la crise écologique selon Guillibert.

La voie de sortie hors de la crise écologique implique alors une transformation du *mode de production*. Cela veut dire premièrement qu'il ne peut suffire d'en appeler à un changement de nos « modes de consommation ». Cela signifie également qu'il ne suffit pas non plus d'en appeler à une transformation « verte » de nos manières de produire, c'est-à-dire des processus techniques et technologiques par lesquels nous produisons des richesses. Le mode de production ici désigne non seulement les aspects techniques de la production, mais aussi et avant tout la dimension des rapports de production, c'est-à-dire la question de propriété et de la maîtrise sur la production. Il s'agit alors en réalité d'opérer une transformation proprement politique qui a pour enjeu de faire de la production économique, condition de la satisfaction des besoins écosociaux, un enjeu maîtrisé collectivement et démocratiquement. Autrement dit, soumettre rigoureusement le champ économique à ce qu'Alexis Cukier appelle la « norme démocratique » : « au sens de la participation de tous les individus au contrôle des institutions et rapports sociaux dont leur vie dépend »¹².

Pour parler comme Polanyi, prise à sa juste mesure, la question écologique confronte nos sociétés à que la nécessité d'un réencastrement de l'économie dans le social et le politique¹³. La question écologique remet ainsi à l'ordre du jour la question que le mouvement ouvrier organisé avait posé avec radicalité entre 1830 et 1970 : *comment une société peut-elle reprendre le contrôle démocratique de sa production économique, c'est-à-dire organiser et maîtriser consciemment la production et l'allocation des biens et services requis par sa reproduction (c'est-à-dire sa subsistance) – au lieu de la laisser aux mains « invisibles » de la classe capitaliste ?* En y adjoignant la nouvelle donne écologique, la question devient : *comment notre société peut-elle maîtriser démocratiquement sa production économique, afin d'assurer la satisfaction des besoins de toutes et tous, tout en préservant le métabolisme socioécologique ?* Pour Guillibert il est en tout cas clair que cela ne se fera pas sans rupture radicale avec le capitalisme.

¹² CUKIER Alexis, « Démocratiser le travail », in Revue *Politique*, actes SSWB 95^e, pp. 74-75.

¹³ POLANYI Karl, *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 2009 [édition originale 1944].

LA NATURE COMME APPROPRIABLE

Comme nous l'avons vu dans l'analyse précédente, politiser l'écologie en déconstruisant la grande opposition abstraite entre l'humanité et la nature, implique de refuser d'homogénéiser l'humanité en un bloc, et lui substituer les contradictions de classe du capitalisme. Mais c'est aussi affirmer avec Razmig Keucheyan que la nature elle-même est « un champ de bataille »¹⁴. Toujours sujette à instrumentalisation idéologique, la notion de nature n'est pas immuable : elle recouvre des significations et connotations spécifiques à travers l'histoire et les sociétés. À suivre Guillibert, dans le mode de production capitaliste, et plus largement dans ce que Silvia Federici appelle le « capitalisme patriarcal »¹⁵, la *nature* désigne tout ce qui est destiné à être approprié par des forces de domination :

- ❖ Les ressources naturelles, ainsi que le travail vivant des humains et autres qu'humains dans le cadre des rapports de domination capitaliste.
- ❖ Les corps des femmes prises dans les rapports de domination du patriarcat (ou « mode de production domestique » chez Christine Delphy¹⁶), ses formes spécifiques de discrimination, d'exposition à la violence et à la mort, à la dépossession, à la surexploitation, etc.
- ❖ Le corps des racisé·es dans la domination raciste, ses formes spécifiques de discrimination, d'exposition à la violence et à la mort, à la dépossession, à la surexploitation, etc.

Les dominations patriarcales et racistes, historiquement et fonctionnellement intriquées au capitalisme, ont toujours recours, explicitement ou non, à cette notion de nature. C'est ainsi au nom d'une nature supposée des femmes que se justifie l'exploitation du travail du « care » (« travail reproductif », disent les féministes matérialistes¹⁷) pas ou mal payé. C'est, de même en vertu de traits moraux et comportementaux supposés inhérents à leur « nature » particulière que se justifient le mépris, l'invisibilisation, l'exclusion, la surexploitation, et les violences à l'encontre des personnes racisées¹⁸. Une forme ou une autre d'opération de « naturalisation » est toujours au cœur des mécanismes de domination et de leur légitimation idéologique. De manière analogue, dans le cadre du capitalisme intrinsèquement « extractiviste », les ressources naturelles sont considérées comme mises à disposition et vouées à être valorisées par du capital, sous peine de ne rien valoir du tout. De même, les forces du vivant, humain ou non-humain, sont réputées inutiles et sans valeur à moins d'être activées par le capital, et mises au service de la production

¹⁴ KEUCHEYAN Razmig, *La nature est un champ de bataille. Essai d'écologie politique*, Paris, La Découverte, 2018.

¹⁵ FEDERICI Silvia, *Le capitalisme patriarcal*, Paris, La Fabrique, p. 2019.

¹⁶ DELPHY Christine, *L'ennemi principal I – Economie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse, 1999.

¹⁷ Outre Delphy déjà citée, voir notamment VOGEL Lise, *Le marxisme et l'oppression des femmes. Vers une théorie unitaire*, Paris, Ed. Sociales, 2022.

¹⁸ Cette nature dans le processus de racisation peut bien être une race au sens biologique, ou bien une « culture » ou encore une « religion » : l'essentiel est que ces notions fonctionnent comme une nature, c'est-à-dire une essence immuable, à l'aune duquel on amalgame les actes et les individus (cf. TEVANIEN Pierre, *La mécanique raciste*, Paris, La Découverte, 2017).



de profit.

Ainsi selon Guillibert, « pour le capital, la nature est l'ensemble des réalités qui, n'ayant pas de valeur, sont disponibles pour l'appropriation »¹⁹. Si l'on se place du point de vue du capital, la nature est intrinsèquement exploitable, parce qu'elle l'est toujours déjà, *par définition*.

Il s'agit d'un mode de production qui vise l'accumulation de valeur par l'exploitation du travail (salarié, servile, reproductif) et par l'appropriation gratuite des forces naturelles. L'exploitation typiquement capitaliste apparaît comme une extraction de survaleur qui suppose toujours une appropriation gratuite de richesses naturelles et le plus souvent une appropriation gratuite d'un travail de reproduction assuré par des femmes. Dès lors, la dévalorisation du travail humain dans l'exploitation salariale s'accompagne d'une dévalorisation des richesses naturelles dans l'appropriation. Dans un cas, le travail n'est pas rémunéré à la hauteur de la valeur qu'il a produite ; dans l'autre, les forces des esclaves, des femmes et de la nature, n'étant pas considérées comme du travail, n'ont aucune valeur²⁰.

Qu'il s'agisse de s'approprier la survaleur dans le processus d'exploitation du travail salarié, de s'approprier gratuitement les richesses naturelles, ou encore de s'approprier le travail surexploité des travailleur·ses racisé·es et le travail gratuit des femmes dans le cadre du travail de reproduction : à chaque fois se croise une dévalorisation et une exploitation, une mise à mal et une appropriation. « Le capital se présente comme un système de dévalorisation des conditions de la vie, humaine et non humaine. Celle-ci passe par une séparation entre la terre et les corps, par une aliénation de la nature »²¹.

Cet entrelacement de dévalorisation et d'exploitation est lié à un autre paradoxe apparent. D'une part, le capital « met la nature au travail » : « Toute la biosphère doit devenir productive pour permettre l'accumulation de valeur »²². D'autre part, cela ne fonctionne qu'en reconnaissant, au moins potentiellement, une forme d'agentivité autonome à cette nature (y compris le travail humain) dont il s'agit d'exploiter la force propre. Il est important de souligner combien la modernité capitaliste ne considère pas la nature, pas plus que la classe laborieuse, comme un être purement passif. Il n'y a précisément d'exploitation des natures que parce qu'elles constituent autant de formes d'agentivité, d'activité ou de « travail vivant », qu'il s'agit pour le capital de *discipliner pour les réorienter à ses propres fins*. « Pour le capitalisme, la nature n'est pas pure passivité, un ensemble d'objets inertes appropriables, mais au contraire un ensemble de processus productifs dont l'utilité est seulement relative à la possibilité de leur valorisation »²³. Les vivants « travaillent » toujours déjà ; le capital se donne pour tâche de les mettre au travail au service de la seule production du profit économique (et non au service de la satisfaction de leurs besoins propres et de ceux de leur environnement).

¹⁹ ELV, p. 74

²⁰ *Ibid.*, p. 78.

²¹ *Ibid.*, p. 79.

²² *Ibid.*, p. 84.

²³ *Ibid.*, p. 109.

C'est alors, dans les conditions capitalistes de la production économique, que le travail se met à apparaître pour les travailleur·ses mêmes comme une force étrangère qui les opprime : le travail est aliéné et aliénant. C'est dans un tel cadre aliéné qu'il s'agit de comprendre la souffrance et l'oppression en jeu dans le travail en général, mais aussi plus particulièrement dans le travail reproductif ou de « care » dans les conditions actuelles. Selon Silvia Federici, le travail reproductif

est devenu un travail qui opprime celui qui l'accomplit parce qu'il est accompli dans des conditions qui restent hors de notre contrôle. A l'heure où un changement social est plus nécessaire, et avec ce regard marxiste-féministe, je crois que la transformation doit commencer par une réappropriation du travail de reproduction, des activités de reproduction, par leur revalorisation, dans la perspective d'une société dont la fin, dans les termes de Marx, serait la reproduction de la vie, le bonheur de la société même et non l'exploitation du travail²⁴.

STRATÉGIE : LA GRÈVE ET LES COMMUNS

Quelles pistes stratégiques Guilibert entrevoit-il pour une telle transformation sociale ? Fidèle au geste de Marx, il est essentiel pour l'auteur d'identifier dans la structure sociale existante l'agent et le lieu depuis lequel une subversion est possible. En cohérence avec la mise en centre de la catégorie de travail dans son analyse des causes de la catastrophe environnementale, c'est ici encore la question du travail et de la production qui se révélera centrale pour la stratégie de transformation.

C'est en repartant de cette domination conjointe du travail et des natures par le capital qu'on peut repenser des stratégies écologistes depuis les lieux de travail. Puisque la logique fondamentale du capitalisme est l'accumulation de valeur par exploitation du travail vivant et appropriation gratuite des forces naturelles, lutter contre l'écocide suppose de réduire la production à la fois en quantité de marchandises produites et en temps de travail. Si la stratégie générale d'une écologie de classe, c'est-à-dire une écologie des travailleur·ses, est l'abolition de la *production pour la production*, ses armes privilégiées sont le sabotage, la grève et l'organisation de contre-pouvoirs afin de développer des communs non monétaires et de planifier une économie de décroissance²⁵.

Par rapport à l'idée qu'il existerait une tension fondamentale entre les intérêts de la classe ouvrière et les intérêts écologiques, par exemple autour de la nécessité de la croissance et de la création d'emploi coûte-que-coûte, Guilibert rappelle l'existence depuis toujours de ce que Barca et Leonardi appellent « l'environnementalisme de la classe ouvrière » : « les revendications pour une meilleure santé au travail possèdent, depuis longtemps, une dimension écologique forte »²⁶. Les revendications liées aux intérêts immédiats de la classe ouvrière peuvent en réalité être porteuses d'enjeux écologiques²⁷, en particulier lorsqu'elles contestent la logique productiviste,

²⁴ FEDERICI S., *op. cit.*, p. 25.

²⁵ ELV, p. 139.

²⁶ *Ibid.*, p. 147.

²⁷ Voir également [MATTHYS Jean, « Le syndicalisme face à l'écologie. Pistes et obstacles pour un syndicalisme écologique », Analyse FTU, octobre 2023.](#)



l'intensification du travail et la dégradation de ses conditions.

Plus fondamentalement, l'idée d'une contradiction entre les intérêts de la classe ouvrière et les intérêts écologiques n'a pas de sens dans le cadre du réencastrement du travail au sein de la nature que propose Guillibert. Si le travail humain fait pleinement partie du vivant au sens large, ses intérêts sont en réalité objectivement liés à la viabilité de ses conditions d'existence, c'est-à-dire de son environnement écosocial global.

Par ailleurs, si la contradiction ne réside pas entre les travailleur·ses et l'écologie, il faut alors refuser de prendre pour évidence l'idée selon laquelle les intérêts des travailleur·ses seraient liés à l'*emploi* quoiqu'il en coûte (écologiquement et socialement). L'« emploi » n'est le plus souvent que la forme salariale que prend le travail humain dans les conditions capitalistes de la production sociale. C'est pourquoi l'emploi capitaliste est rivé à l'exigence de croissance illimitée. Il s'agirait plutôt, selon Guillibert, de défendre le travail et la nature *contre l'emploi* – ce dernier terme étant devenu le cœur battant de l'idéologie capitaliste. La contradiction réelle entre la croissance de l'emploi et la préservation de la biosphère serait même selon Guillibert « structurante pour une écologie du prolétariat »²⁸, parce qu'elle force à mettre au centre la question de la garantie collective de l'accès aux moyens de subsistance.

Les travailleur·ses et les personnes qui dépendent de leur revenu font face à un dilemme : défendre la réduction de la production ou bien défendre leur salaire. Idéologie du capital, cette alternative entre protection de la planète et préservation des conditions salariales ne relève pourtant pas d'une simple stratégie de diversion. Elle vise à constituer un bloc hégémonique transclasse où les travailleur·ses et les capitalistes font face à un mouvement écologiste décroissant qui s'opposerait à leur intérêt commun, la poursuite illimitée de la production²⁹.

Dans le contexte de la crise écologique, les travailleur·ses doivent rompre avec ce pacte transclasse qui lie leurs intérêts (à court terme) à la croissance capitaliste destructrice du vivant et de la Terre.

D'abord, parce qu'il est possible de promouvoir une sortie de la logique de la croissance sans forcément réduire l'emploi et les salaires : « on peut très bien réduire le temps de travail et donc le volume de la production (toutes choses restant égales par ailleurs) sans toucher aux salaires ou aux emplois. Ce sont les profits qui en seraient réduits, non les revenus du travail »³⁰. Le chantage à l'emploi avancé pour contrer toute politique écologique ambitieuse repose en réalité sur la mise sous silence de toute possibilité d'un rééquilibrage des inégalités entre capital et travail. Une transition écologique décroissante sans toucher aux salaires et aux emplois est possible à condition d'assumer qu'il en va du rapport de force entre capital et travail, c'est-à-dire de l'antagonisme radical qui les lie : il faut désormais rompre le pacte transclasse capitaliste de la croissance sur le dos de l'environnement.

Ensuite, au-delà de la défense des salaires et de l'emploi dans un cadre de

²⁸ *ELV*, p. 149.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *Ibid.*, pp. 149-150.

décroissance des profits, il s'agit plus fondamentalement pour Guillaibert de découpler l'accès aux moyens de subsistance de la question du salaire.

Du point de vue d'une écologie de classe, la principale contradiction à laquelle font face les travailleur·ses provient de leur dépendance au salaire, condition de leur subsistance. La dépendance salariale est immédiatement double : d'un côté, elle s'exprime dans la nécessité *d'obtenir un emploi* rémunéré ; d'un autre côté, la subsistance dépend de la capacité à *acheter des marchandises*. Fonder la subsistance sur le salaire implique donc une *dépendance au marché de l'emploi et au marché de consommation*³¹.

C'est le salariat en tant que tel, qui est le mode d'organisation et d'exploitation « normale » du travail humain dans le capitalisme, qui pousse matériellement les travailleur·ses à se solidariser avec la croissance illimitée du capital et la consommation destructrice de l'environnement. Si vendre sa force de travail et acheter des moyens de consommation apparaissent comme « les conditions fondamentales de la reproduction individuelle en régime capitaliste »³², la stratégie écologiste des travailleur·ses ne peut que se donner pour tâche d'« arracher la subsistance au salaire, c'est-à-dire arracher la reproduction sociale à la production capitaliste responsable de l'exploitation et de l'écocide »³³.

Le principal enjeu pour une écologie de classe est d'échapper à la dépendance matérielle au salaire, c'est-à-dire à la marchandisation de la vie. Une stratégie écologiste doit donc élargir l'autonomie de la subsistance, développer le « luxe communal » et favoriser la reproduction écosociale de la vie contre la production capitaliste³⁴.

A minima, on entendra ici la nécessité non seulement de défendre, mais d'étendre tout ce qui assure collectivement et inconditionnellement un accès aux biens et services vitaux pour toutes et tous : services publics, sécurité sociale, soins de santé, garantie de revenu, etc. Et dans sa forme maximaliste, découpler la subsistance du salaire revient à se donner pour programme rien moins que « l'abolition de l'exploitation dans sa forme principale, le salariat, mais aussi de toutes les formes d'exploitation et de mise au travail des natures humaines et autres qu'humaines dont il dépend »³⁵.

DÉCROISSANCE ET DÉVELOPPEMENT ÉQUITABLE DU TRAVAIL REPRODUCTIF

Pour Guillaibert, une sortie post-capitaliste de la crise écologique ne peut se produire sans le passage à une forme de décroissance : « La production ne doit donc pas seulement être *décarbonnée* mais elle doit *décroître*. Aucune transition écologique n'est possible sans décroissance »³⁶. Et cela non pas contre les intérêts de la classe des

³¹ *Ibid.*, p. 154.

³² *Ibid.*

³³ *Ibid.*, p. 155.

³⁴ *Ibid.*, p. 174.

³⁵ *Ibid.*, p. 155.

³⁶ *Ibid.*, p. 150.



travailleur·ses, mais précisément en leur faveur : « Une écologie de classe impose une décroissance de la production *globale* et une *augmentation des tâches liées à la reproduction écosociale des mondes vivants* »³⁷. La décroissance globale de la production n'est pas séparable d'une transformation qualitative de l'organisation et des finalités du travail : « D'un point de vue économique, cette stratégie implique une décroissance de la production et la transformation radicale de l'organisation du travail »³⁸.

Pour « réparer le métabolisme socioécologique », il s'agit de changer de modèle économique d'ensemble, afin que « la production sociale ne vise plus le profit, c'est-à-dire l'accumulation infinie de survalueur, mais les valeurs d'usage, des biens adaptés à des besoins sociaux essentiels »³⁹. Ce que Guillaibert appelle un « communisme de la décroissance » conduit « à une réallocation des ressources vers les travaux écosocialement utiles plutôt que vers la production de marchandises à forte valeur d'échange »⁴⁰. Si « le communisme de la décroissance vise la réduction du temps de travail »⁴¹, il n'implique pas une disparition du travail nécessaire en général, au contraire : « Les tâches liées à ces secteurs essentiels sont intensifs en main-d'œuvre car le travail de subsistance n'est pas complètement réalisable par des machines, qui, lorsqu'elles sont introduites, n'augmentent la productivité que dans une certaine mesure »⁴².

La protection des mondes vivants nécessite des travaux très intensifs en main-d'œuvre [...] La décroissance n'implique pas nécessairement une diminution des activités liées à la subsistance. Au contraire, il y a fort à parier qu'elle conduira à une multiplication des tâches reproductives. Il faudra bien plus de travailleur·ses liées à la reproduction écosociale de la vie, de la prise en charge des existences humaines à celle des mondes vivants dont elle dépend⁴³.

D'un point de vue stratégique ou tactique, le mot d'ordre de décroissance risque à bon droit de ne pas séduire les groupes sociaux qui font, tous les jours, l'expérience de la privation⁴⁴. Mais la décroissance ne propose pas « une diminution de la richesse globale mais une abolition de la production pour le profit et une meilleure répartition de la richesse sociale »⁴⁵. Il s'agit autrement dit d'une décroissance de ce qui se mesure en termes de profit, de valeur d'échange et de PIB, au profit d'une véritable abondance partagée en termes de richesses réelles, de valeurs d'usages⁴⁶. La pseudo-abondance du marché capitaliste et sa croissance illimitée n'offrent en réalité pour le

³⁷ *Ibid.*, p. 151.

³⁸ *Ibid.*, p. 155.

³⁹ *Ibid.*, p. 156.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ *Ibid.*, p. 157.

⁴² *Ibid.*, p. 156.

⁴³ *Ibid.*, pp. 176-177.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 170.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 167.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 169.

plus grand nombre qu'« une rareté artificielle dans l'accès aux moyens de vivre »⁴⁷. La bifurcation écologique devra consister à passer de l'immense accumulation capitaliste de marchandises dont la production détruit la terre, le travail et les vivants, à une *abondance réelle, radicale et partagée* dans la maîtrise démocratique du métabolisme socio-écologique.

Plutôt qu'une idéologie de l'austérité ou le spectre des pénuries et des effondrements, il me paraît plus utile de mobiliser un nouvel imaginaire de l'abondance [comprise] comme la multiplication des relations humains et autres qu'humaines qui garantissent une satisfaction plus complète des besoins socio-naturels⁴⁸.

PLANIFICATION DÉMOCRATIQUE

Dans le cadre du marché capitaliste, l'investissement productif est réalisé par des acteurs privés à des fins de profit dans un cadre où la seule régulation se fait par la sanction a posteriori de la « main invisible », c'est-à-dire par le jeu anarchique de l'offre et de la demande. Si une firme privée considère pouvoir générer un profit par la production et la vente d'un bien, quelle que soit la nature du « besoin » social qui pourra ou non y trouver satisfaction, elle va le faire ; si la demande ne répond pas à l'appel, l'entreprise a perdu l'argent investi ; si une demande existe ou est créée pour ce bien, l'entreprise pourra réaliser un profit. En revanche, dans un cadre de planification, qui peut être plus ou moins centralisée, une autorité publique détermine a priori des besoins sociaux à satisfaire et organise les investissements requis pour leur satisfaction. La finalité de l'investissement et de la production n'est donc pas le profit, comme dans le mode de production capitaliste, mais la satisfaction de besoins qui ont été déterminés selon d'autres critères, normes et processus que la boussole économique du profit des actionnaires et investisseurs. L'économie est alors mise sous tutelle sociale et politique (« réencastrée » dirait Polanyi) : la collectivité décide démocratiquement – par la délibération, la représentation, etc. – des finalités et conditions sociales et environnementales de la production économique.

La transformation économique requise par la transition écologique appelle une double planification : d'une part, pour la durée de la transition en tant que telle et en vertu d'enjeux spécifiques à cette transition ; d'autre part, une planification démocratique vouée à perdurer dans le cadre d'une économie post-capitaliste.

C'est en effet d'abord la transition écologique radicale elle-même qui « appelle nécessairement une prévision et une organisation à long terme de la production, c'est-à-dire une planification de l'économie fondée sur une autre manière d'allouer les ressources »⁴⁹. La transition appelle une restructuration globale de l'économie qui assure la satisfaction des besoins sociaux et environnementaux tout au long de la transition – et au-delà. « La planification de la production doit organiser la fermeture et le démantèlement de nombreux secteurs économiques et des infrastructures

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ *Ibid.*, p. 191.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 175.



matérielles, notamment énergétiques, sur lesquelles ils reposent »⁵⁰. Cette transformation doit également anticiper et accompagner la reconversion des travailleur·ses concernés, afin de « réorienter la force de travail globale des bullshit jobs et des emplois consacrés à la production de marchandises pour le profit vers des emplois utiles pour la reproduction écosociale de la vie et la lutte contre la crise écologique »⁵¹.

La planification n'implique pas un mouvement de pure et simple étatisation centralisatrice : « il peut y avoir des plans localisés et autogérés ; néanmoins, l'ampleur de la révolution civilisationnelle nécessite sans aucun doute un moment étatique »⁵². À l'encontre des images bureaucratiques et autoritaires léguées par les tentatives de planification dans les pays dits du « socialisme réel » au XX^e siècle, il s'agit de saisir que la planification peut-être une forme d'approfondissement de la maîtrise démocratique de notre société sur elle-même, et en particulier sur sa production économique et ses liens avec son environnement.

La planification économique démocratique n'est pas l'antithèse de la liberté, au contraire. C'est le mode de production capitaliste et le règne du marché qui, sous les apparences de la liberté de choix du consommateur, organisent la dépossession permanente de nos conditions écosociales de subsistance.

La propriété privée fournit aux capitalistes un pouvoir sur l'organisation du travail et l'orientation de l'économie. [...] Les capitalistes disciplinent le travail et déterminent l'orientation des capitaux. Le pouvoir économique conféré par la propriété privée de la terre et des moyens de production s'est dédoublé avec la finance, qui réoriente en permanence la production vers les secteurs économiques et les espaces géographiques les plus rentables au détriment de l'utilité socio-écologique. La planification écologique suppose donc d'étendre les communs contre l'appropriation privée, « d'exproprier les expropriateurs »⁵³.

Jean MATTHYS

Chargé de recherches à la FTU

Protection de la propriété intellectuelle : la FTU utilise le système de licences et de partage des connaissances Creative Commons
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/be/deed.fr>



Les notes d'éducation permanente sont mises à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage à l'Identique 3.0 non transposé.
 Les autorisations au-delà du champ de cette licence peuvent être obtenues auprès de christine.steinbach@ftu.be

FTU – Association pour une Fondation Travail-Université

Chaussée de Haecht, 579
 1030 Bruxelles
 +32-2-2463851

Site éducation permanente : www.ftu.be

Éditrice responsable : Dominique Decoux

Avec le soutien de la  FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

⁵⁰ *Ibid.*, p. 176.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Ibid.*

⁵³ *Ibid.*, p. 178.